

L'ONU et l'UE organisent l'immigration de remplacement de l'occident

Ce que les « cliques » médiatiques et l'UMPS nous cachent depuis 30 ans !

Malgré l'interdiction des statistiques « ethniques » en Europe, des nouvelles passées relativement inaperçues (ou caché par nos mérdias) ont été publiées.

– Londres est désormais peuplé de 45 % d'autochtones (anglais « dit de souche »), cela veut dire que 55% sont d'origines étrangères !

– Bruxelles comprend 76 % de sa population issue directement ou indirectement de l'immigration, cela veut dire que 24% seulement des Bruxellois sont d'origine Belge!

– En Ile-de-France 60 % des naissances seraient le fait de populations extra-européennes. Cela veut dire que 40% des naissances sont FDS !

Ce processus rapide de disparition des populations européennes d'origine et leur remplacement par des populations immigrées (majoritairement islamique) n'est pas issue de nulle part !

Cette politique qui va aboutir à la mise en minorité de la population chrétienne et traditionnelle de l'Europe a été décidée quelque pars !

Ou donc chercher, à New York (ONU) ? A Bruxelles (UE) ? Les deux mon Général !

Syndrome de l'aborigène européen ou vaste opération commerciale au détriment des populations européennes ?

La démographie européenne s'avère, donc, comme chacun le sait maintenant, une cause perdue ! Les populations européennes « d'origine » ne font plus suffisamment d'enfants pour renouveler les générations de manière endogène. C'est inévitable et la tendance se renforce sensiblement avec la complicité d'une élite corrompue.

A l'inverse, les populations africaines, magrébines et asiatiques connaissent un boom démographique inédit inversement proportionnel à la qualité de la vie et aux ressources disponibles pour les populations locales.

A cette double fatalité :

- quasi-disparition pour les uns,
- appauvrissement et surpopulation pour d'autres,
- l'ONU avait trouvé la solution.

Expliquée abondamment dans son « [rapport sur les migrations de remplacement](#) », publié par la Division de la population des Nations Unies.

Constatant le déséquilibre démographique mondial, qui va aboutir à une explosion de la population africaine, maghrébine et asiatique (multipliée par 3 avant la fin du siècle) induisant une paupérisation encore plus importante et une crise humaine et écologique sans précédent, les élites onusiennes n'ont rien trouvé de mieux qu'élaboré une planification de l'immigration vers l'Europe qui solutionnera d'une part la quasi disparition de la population européenne et d'autre part soulagera les pays du tiers-monde d'une surpopulation qui deviendrait aussi grave que le déclin démographique du « vieux continent ».

Curieusement, pour les experts onusiens, les USA sont une exception « démographique ». Sans fournir d'explications, ils nous disent que l'Amérique connaîtra avec sa démographie

interne, une légère hausse de sa population. Donc, tous les « occidentaux » ne sont pas égaux sur le plan démographique, c'est du moins le point de vue de l'ONU. Les USA n'ont par conséquent aucun besoin d'immigrés, car ils seront « autosuffisants » démographiquement.

Par contre, pour l'Europe, les chiffres sont pour le moins édifiants :

– En 2100, la population européenne autochtone constituera moins de 33% des habitants, soit 170 millions contre une majorité écrasante d'immigrés ou de personnes d'origine immigrée, sur un total de 520 millions d'habitants, soit $520 - 170 = 350$ millions d'immigrés !

Quasiment le maintien de la population actuelle. Ouf ! L'ONU a sauvé l'Europe !

L'ONU décide alors de « recommander aux états membres de l'UE » des quotas d'immigration visant le remplacement des Européens d'origine qui ont le « mauvais goût » de disparaissent suite à leur faible démographie. C'est le concept de « remplacement de population » qui est mis en œuvre, au lieu d'initier une politique forte d'incitation des familles européennes à l'augmentation de leur natalité !

Pourquoi faire simple, quand on peu faire compliquer ?

Tous les pays et régions étudiés dans ce rapport auront besoin d'un flux d'immigration pour éviter que leur population « consommateurs » ne diminue. Cependant le niveau d'immigration, relatif à l'expérience passée, varie beaucoup. Pour l'UE, la poursuite des taux d'immigration observés dans les années 1990 suffirait à peu près à éviter une baisse de la population totale, tandis que pour le continent Européen dans son ensemble, il faudrait deux fois le taux d'immigration observé dans les années 1990.

A la fin de la décennie 1990-2000, l'ONU recommandait (en

catimini) à l'Europe une « importation » d'immigrés à hauteur de 4,5 millions d'individus par an, sachant que les populations déjà présentes d'origine immigrée « aidaient les européens de souche (surtout les européennes...) à améliorer leur fécondité ».

Curieusement le chiffre est passé au cours de cette décennie (2000-2010) à 13,5 millions par an.

A ce rythme, les mêmes experts prévoient une accélération et en 2050 certains pays passeront le cap de la moitié (50% ou presque) de la population d'origine immigrée. Ce qui signifie que les grandes métropoles européennes n'auront bientôt plus de chrétiens que leurs monuments et leurs cimetières auront disparus !

Ces derniers étant les seuls endroits où les « blancs » seront majoritaires !

Mais loin de culpabiliser les populations immigrées, il est aussi nécessaire d'analyser comment les technocrates surpayés de l'UE ont commencé à mettre en œuvre leur nouvelle politique d'immigration dite « choisie ».

Le projet de « Carte bleue » a été lancé par la Commission en 2007, et adopté en 2009 (Directive européenne 2009/050/CE). Il s'agit d'un permis de travail délivré aux résidents d'un pays non-membre de l'EU qui lui permet, selon certaines conditions, de venir travailler plus facilement sur le territoire de l'UE.

La carte bleue utilise le système de l'immigration choisie, qui a pour but de rendre l'immigration à long terme plus rentable pour les pays européens. Elle est destinée uniquement aux travailleurs qualifiés, ce qui écarte la possibilité de voir une immigration d'assistés qui coûte cher aux Etats et génère un sentiment xénophobe parmi la population.

Cette directive a été d'ailleurs particulièrement critiquée

par les associations de protection des immigrés et par des intellectuels africains voyant une manifestation de néo-colonialisme dans le « brain drain », soit la fuite organisée des cerveaux des pays les moins développés vers les pays occidentaux.

Dès lors la question se pose de savoir qui tire un avantage de l'immigration de remplacement, si elle ne profite ni aux migrants ni aux pays d'accueil, dont la population est extrêmement défavorable à la poursuite de l'immigration vécue souvent comme une invasion ou, comme le dirait le président Poutine, comme une colonisation des colonisateurs par leurs anciennes colonies.

Au-delà des doux rêveurs onusiens pensant que le transfert de population par centaines de millions va sauver la planète, les principales organisations soutenant cette politique ont été les multinationales, les lobbies pétroliers, miniers, agro-alimentaires... soit une oligarchie agissant pour satisfaire ses propres intérêts financiers.

Peu importe que l'Europe chrétienne disparaisse !

D'un côté, un marché de 520 millions de consommateurs sera toujours mieux qu'un petit marché de 170 millions d'Européens dit de souche !

De l'autre, l'immigration pourra faire pression sur les salaires et combler le manque de main-d'œuvre qualifiée ... quand l'économie redémarrera...

Nous devons aussi nous interroger sur la déification de la démographie qui, à long terme, constitue une menace pour l'humanité.

Les hommes ne sont plus que des statistiques, dans lesquelles ils sont même « dollarisés ».

Nous vous livrons des décisions votées par l'Organisation des

Nations Unies, la même qui défend la Déclaration Universelle
des Droits de l'Homme dans le monde !

André GALILEO